

## AKTUELL

FICHIERS DE LA POLICE

# Aucune sensibilité

Luc Caregari

**L'Inspection générale de la police (IGP) vient de présenter son étude sur l'usage des fichiers sensibles par les forces publiques, commandée par le ministre Bausch. Les conclusions ne sont pas tendres.**

Coincé au deuxième étage d'un bâtiment administratif dans une arrière-rue de Gasperich, entre les bureaux de l'enregistrement de la TVA, l'IGP est une de ces administrations qui ne parle que très rarement à la presse. C'est peut-être pour cette raison que l'inspectrice générale et ancienne juge au tribunal d'arrondissement Monique Stirn et son inspecteur général adjoint Vincent Fally étaient un peu étonné-e-s de voir une foule si nombreuse de journalistes se rendre à leur conférence de presse. Pourtant, avec l'explosivité du dossier du fameux fichier central, ce n'est guère surprenant. Et la presse n'a pas été déçue.

Présentant l'étude demandée par le ministre de la Sécurité intérieure, le Vert François Bausch, qui voulait ramener le calme dans le dossier, l'IGP a fait état de manquements toujours présents dans la façon dont la police traite les données des citoyen-ne-s. Pas moins de treize recommandations en conclusion de l'enquête, pour laquelle l'IGP a consulté de 60 personnes dans la police (en uniforme et en civil) ainsi que les bases de données. Une enquête pas toujours facile, comme l'admet Monique Stirn : « Il faut savoir que pendant l'enquête, le contexte n'a pas cessé d'évoluer, puisque la police est toujours en train de se conformer. » Ainsi, juste pendant les mois qu'elle a duré, trois nouvelles bases de données ont été ajoutées - dont une de la police judiciaire.

## 13 recommandations de l'IGP

Ce qui n'a pas empêché Vincent Fally d'émettre un jugement d'ensemble : « Il faut admettre que la sensibilité à la protection des données n'est pas acquise. Il y a un manque de culture en ce qui concerne le manie-ment des données sensibles. » Ainsi, l'IGP retient que « le policier utilise les fichiers à sa disposition sans nécessairement se poser des questions », des questions que les concepteurs et conceptrices des bases de données, des informaticien-ne-s de la police, ne se sont pas posées non plus.

Plus que ça, l'IGP a constaté une certaine porosité entre les fichiers qui

ne devrait pas exister, comme entre les données de la police administrative et les fichiers relevant du pénal. De même pour les prétendues « données douces » - des appréciations personnelles des policiers, des rumeurs et des constats -, qui ne sont pas toujours consistantes. L'IGP constate dans ce cadre un « problème au niveau de la qualité des données y insérées et de la durée de conservation », et de recommander à la police de se doter « d'une méthode de contrôle de [la] qualité » des informations.



PHOTO: WOXX

Autre problème qui concerne plusieurs banques de données, comme celle des avertissements taxés : l'archivage. À partir de quand une information disparaît des fichiers est une question qui ne concerne pas uniquement les fichiers de la police, mais aussi ceux de la justice. Mais dans les deux cas, le constat est le même : il n'existe pas de règlement homogène, ou il n'est pas appliqué. Ou encore en ce qui concerne la banque de données du matériel ADN : ici, les profils ADN sont bien effacés après la clôture du cas dans le cadre duquel ils ont été établis, mais... les noms des personnes y restent toujours inscrits.

S'y ajoutent des problèmes au niveau des accès : par exemple, quand un policier est muté à un nouveau poste, il garde les accès aux fichiers de son poste d'avant alors qu'il n'en a pas forcément besoin.

Bref : même si la police n'est de loin pas la seule administration qui manque cruellement de culture de protection des données, le fait qu'elle représente la force publique devrait faire de l'établissement de ladite culture une urgence absolue. À voir ce que la politique en dira : l'IGP entre-temps propose de faire assister par des retraité-e-s de la police judiciaire le seul « data protection officer » dont la police est dotée en ce moment.

## SHORT NEWS

## Forum Nr. 401: Wir haben Anthropozän!

(lm) - Halten „wir Menschen“ das Schicksal der Erde in den Händen, wie es das Cover der Dezemberrnummer von Forum suggeriert? Pünktlich zum Klimagipfel widmet sich das Magazin dem recht neuen Paradigma eines Zeitalters, in dem die Menschheit die Erde so stark verändert hat wie zuvor nur geophysikalische Prozesse. Das Dossier beginnt mit mehreren Beiträgen zur Dringlichkeit der Probleme und zu Lösungsmöglichkeiten aus verschiedenen Blickwinkeln: eine andere Landwirtschaft, die Natur als juristisches Subjekt, eine nachhaltige Entwicklung, die diese Bezeichnung verdient und lokales Handeln im Angesicht des zu erwartenden Kollaps. Es folgen zwei Versuche, den Begriff Anthropozän in Frage zu stellen, jeder auf seine Art befangen, aber zum Weiterdenken anregend. Weitere Artikel sind dem Verschwinden von Gletschern und Fischbeständen gewidmet, sowie dem künstlerischen Umgang mit dem Thema - illustriert unter anderem mit einer Relektüre des Gedichts „Wird welken wie Gras“ (Friederike Mayröcker). Neben dem Dossier enthält das neue Heft Plädoyers zugunsten von Gendern und Fußgänger\*innen sowie ein Interview mit Sam Tanson. Die Kulturministerin spricht über den Sinn staatlicher Förderung, den Film Fund, die Eurovision und ihre Buchtipps für die Feiertage.

## Unisec : Passe d'armes entre Monti et le parquet

(lc) - Début novembre, l'Ombudsman Claudia Monti avait présenté son premier rapport sur l'Unisec, l'unité de sécurité pour mineur-e-s à Dreiborn et alternative à la prison de Schrassig, où la justice enfermait jusqu'il y a peu encore des mineur-e-s, provoquant des condamnations internationales à répétition. Au cours de sa conférence de presse, Monti avait aussi relevé les problèmes de communication avec le parquet général ainsi que le manque de communication entre juges de la jeunesse et les jeunes mis derrière les barreaux. Il semble que cette critique n'ait pas été du goût du parquet, qui a envoyé la première avocate générale Simone Flammang sur les ondes de RTL pour répliquer. Selon cette dernière, la communication entre les responsables de l'Unisec et la justice serait excellente. Quant au peu d'informations données par le parquet, elle les impute à la loi sur la protection de la jeunesse. Dans un communiqué de presse envoyé cette semaine, Monti remet les pendules à l'heure : primo, le manque de communication déploré concernait celui entre les mineur-e-s et leurs juges et non pas entre les institutions ; et secundo, elle rappelle que sa mission de contrôleuse externe des lieux de privation est basée sur une convention de l'ONU, donc de droit international, qui prime la loi luxembourgeoise. En tout cas, la communication entre l'Ombudsman et le parquet est encore perfectible.

online

## Wachstum, AirBnB und Dubai

Vous aimez le woxx en print, mais cela ne vous suffit pas? Alors consultez woxx.lu : Vous y trouverez des articles qui ont uniquement paru online.

Sie mögen unsere Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort können Sie regelmäßig Artikel finden, die ausschließlich online erscheinen.

**Meischs blamable Reaktion auf Kritik an Dubai-Kunstwettbewerb** Auf den Artikel der woxx zum Kunstwettbewerb um eine Reise nach Dubai für Schüler\*innen folgten kritische Reaktionen - und die Minister Claude Meisch und Etienne Schneider schüttelten noch reichlich Öl ins Feuer. [woxx.eu/dubai](http://woxx.eu/dubai)

**Airbnb : Encore plus de services au grand-duché** Que la plateforme de location en ligne n'est pas régulée au Luxembourg, le woxx en a parlé récemment. Maintenant, l'installation d'un nouveau service de paiement en ligne va rendre encore plus difficile une telle régulation. [woxx.eu/airbnblux](http://woxx.eu/airbnblux)

**„Ministère de la Croissance“ - Mouvement écologique prangert wachstumszentrierte Wirtschaftspolitik an** Eine große Firma will über eine Milliarde in eine Produktionsstätte in Luxemburg investieren. Das soll im Bambäsch passieren. Ein Problem? Nicht für das Wachstumsministerium! [woxx.eu/mincroiss](http://woxx.eu/mincroiss)